

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
12 avril 2012
n° 2224
1,30 €

La bataille pour la
Collectivité territoriale

EUSKAL
HERRIA

maizioa

BERRI EGUNA 2012

Aberri Eguna 2012

Paix
et liberté





Notre choix est clair

A DIX jours de l'élection présidentielle l'abertzale/électeur doit se déterminer. La démocratie française a placé le Président de la République au centre de la vie publique. Le quinquennat, voulu par Jospin, a renforcé son pouvoir en lui donnant quasi automatiquement une majorité à l'Assemblée nationale, écartant ainsi toute possibilité de cohabitation. C'est dire l'importance de l'enjeu du premier tour du dimanche 22 avril qui déterminera la vie publique des cinq prochaines années. Le mouvement abertzale d'Iparralde, bon gré mal gré, doit faire avec. Le système nous privant d'une candidature directe — mise à part l'exceptionnelle participation en 1974 de Guy Héraud qui fut l'un des penseurs du fédéralisme des peuples d'Europe ayant nourri l'idéologie du premier mouvement abertzale d'Iparralde — comment aborder ce scrutin? Selon le précepte au premier tour on choisit, au second on élimine, si l'on écarte l'abstention ou le vote blanc, une candidature sur les dix proposées est abertzale compatible: celle d'Eva Joly. D'abord par sa personne singulière: binationale, au passé de magistrate fortement impliquée dans le combat contre la corruption et les puissances de l'argent et ses niches fiscales. Mais tout autant pour son engagement dans la nouvelle gauche de l'écologie politique. Aux familles de la gauche issues du marxisme ou de la social-démocratie, toutes deux à bout de souffle, l'écologie redonne une nouvelle dimension proposant le double exercice du pouvoir au plus près des citoyens d'une part et, d'autre part, sa mise en commun à l'échelle du continent européen pour contenir économiquement et démocratiquement la mondialisation libérale. La relance de l'emploi n'est plus fondée sur le productivisme mais sur la satisfaction des besoins par des circuits courts à échelle humaine. C'est la prise de conscience d'un monde fini pour les matières premières, de la transition du nucléaire aux énergies renouvelables, en préservant la biodiversité... Bref, c'est un autre modèle de croissance, de création d'emplois.

Utopie? Certes l'instant présidentiel et centraliste français est peu favorable à l'écologie politique par nature allergique à l'homme providentiel. Mais cette famille politique, encore jeune, est cependant entrée de plain-pied dans la gestion du bien public

dès lors quelle s'opère dans des assemblées élues lors de votes de listes au scrutin proportionnel. Elle y occupe déjà une place éminente dans les Conseils régionaux ou au Parlement de Strasbourg. En Allemagne l'écologie politique est déjà devenue une force majeure dans le panorama politique au point de participer, en alternance, au pouvoir fédéral et de gérer en direct le plus grand land, celui de Bade-Wurtemberg et ses 11 millions d'habitants. Là, les utopistes sont aux marches du pouvoir et parviennent à obtenir la sortie du nucléaire. Au-delà de la traditionnelle incompatibilité de la culture écologiste avec la culture personnalisée à la française, il faut regarder la suite, c'est-à-dire les cinq années de gouvernance de la gauche basée sur le binôme président-parlement. Ainsi les écologistes pourront agir avec un double groupe parlementaire au Sénat et à l'Assemblée nationale négocié dans le cadre d'une majorité de gauche. A leur manière, les abertzale y ont déjà contribué en scellant, en septembre dernier, au deuxième tour des sénatoriales, un pacte qui a donné une majorité de gauche au Palais du Luxembourg à Paris et dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

La candidature d'Eva Joly se situe dans cette continuité tant du point de vue politique qu'idéologique. Elle est la seule candidate à soutenir, à la fois, une loi sur l'euskara, la ratification de la Charte européenne des langues régionales, la création d'une institution propre à Iparralde, à refuser une nouvelle LGV et à envisager favorablement une Eurorégion basque. Par ailleurs, le sentiment largement partagé par le corps électoral est le non respect par la classe politique de la parole donnée. Les partis et leurs élus sont de plus en plus jugés à l'aune de leurs engagements concrets. Or, nous mesurons ici la constance du soutien des euro-députés Verts dans la résolution du conflit basque allant jusqu'à prendre des initiatives au Parlement de Strasbourg. Tout comme leurs élus locaux opposés au mandat d'arrêt européen frappant des militants abertzale.

Eva Joly, depuis son entrée en politique, est au cœur de cet engagement public. Par sa participation à l'élection présidentielle c'est, d'une certaine manière, une large part de l'abertzalisme qui est proposée aux suffrages dans dix jours. Notre choix est clair!

Askatasunaren hizkuntza ?

F RANTSESA omen da askatasunaren hizkuntza. Horixe dio behintzat J-L. Melenchon frantses lehen-dakaritzarako hautagaiak. Duela gutti berdintsu mintzatu zitzaigun Sarkozy ere: frantses hizkuntzak bere baitan dauzka askatasunaren erroak...

Aski ez balitz bezala biek gehitzen dute frantsesak bere baitan dauzkala kalitate linguistikoko paregabeak, izan «*argitasuna eta garbitasun unibertsala*». Pentsa daiteke beraz, bi politikoko pentsalari horien analisisa segituz, frantsesa mintzatzen dutenek beren baitan daukatela «*nagusitasun natural*» bat, beste hiztun guzietan konparatuz. Eskuin liberala eta ezkerreko iraultzailea bat datoz azpimarratzeko frantses hizkuntza «*aintzina-menduaren*» miraila dela, beste hizkuntzak «*erreakzioaren*» hizkuntz soilik sailkatu behar direlarik. Melenchon-ek gehitzen du, aski ez balitz bezala, «*Frantziaren erabiltzen ahal litaizken beste hizkuntzek baliatzen dute frantsesaren itzal unibertsala*»! Pentsaera ideologiko hori alabainan aski ongi kokatua eta errotua da frantses estadaoan 1789ko «*iraultzatik*» gaurdaino, 3garren errepublikatik pasatuz. Urte luze horietan zehar, sistema politiko ezberdin horien bitartez, hedatu da errepublikanismo harropuz bat «*batasun politikoa eta bata-*

sun linguistiko kulturala» nahitarat nahasten dituen. Gisa hortako pentsaera politikoeekin, gisa hortako kargudun politiko jakobino eta zentralistek bideraturik dira hiltzorirako bidean euskara bezalako hizkuntzak. Eguneroko euskararen aldeko borroken bidez baita hauteskunde bitartez *stop* erran beharrean gira gisa hortako frantses jakobinismo unibertsal horri. Bozka untzietan ere aldarrika dezagun gisa hortako pentsaera hertsia eta zentralistak fanatismo nazionalista hutsak baizik ez direla, menperatzaile bezain baztertzailak.

Hezkuntza proiektu gisa soilik «*askatasunaren hizkuntza*» den frantsesaren erakaspina ukaitea helburu Melenchon eta gisa bereko jakobinoen fantasma bat soilik ez da. Euskaldun eta ezkerreko gisa ozenki erran behar diegu erabat kontra-produktiboak direla gisa hortako pentsaera hertsia eta dogmatikoak. Ahoa beteka erabiltzen duten prekaritatea ez da izaiten soilik ekonomikoa. Gure kasuan linguistikoa ere bada.

J-L. Melenchon-en postura «*hizkuntz minorizatueri*» buruz pozik hartu dutenek irakur dezatela «*La France, autopsie d'un mythe national*» Said Bouamama sozioekonomistak idatzi liburua. Bertan irakur dezakete «*frantses elitismo errepublikarra-*



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

La bataille pour la Collectivité territoriale

● Michel Berhocoirigoin

Le conseil de direction du Conseil de développement a adopté le 5 avril un avis motivé et très majoritaire, en faveur de la Collectivité territoriale à statut particulier pour le Pays Basque. Je n'aborderai pas ici le contenu de cet avis qui sera présenté à la presse ce vendredi par le Conseil de développement. Je dirai simplement que c'est un avis historique qui constitue un tournant dans l'évolution de ce dossier emblématique pour le Pays Basque.

Certains considèrent que le gouvernement actuel, par sa proposition de réforme des collectivités territoriales prévoyant la suppression des Pays, nous a rendu un grand service, puisqu'il a déclenché, au sein du Conseil de développement et du Conseil des élus, une réflexion sur la solution de remplacement qui nous mène, assez consensuellement, à la formule de la Collectivité. Pour ma part, je pense que ce qui devait arriver allait arriver de toutes façons!

J'ai déjà eu l'occasion de dire qu'un dossier essentiel pour le territoire, travaillé depuis de longues années, porté par un mouvement pluraliste, de façon pédagogique, avec des phases successives d'élargissement dans l'opinion et dans les instances associatives et institutionnelles, ne peut pas ne plus exister un jour, parce que quelqu'un quelque part aurait décrété que la partie est terminée et qu'il faut rentrer dans le rang.

Déclic

L'essentiel, c'est de résister dans le temps tout en consolidant les positions, parce qu'un jour, un élément nouveau, non programmé, peut surgir de l'intérieur du mouvement ou de l'extérieur, qui donne une opportunité non imaginée jusqu'alors et qui permet soudain au dossier de faire un saut qualitatif décisif. Nous avons vécu quelque chose de ce type avec Euskal Herriko Laborantza Ganbara, et nous vivons, ou allons vivre quelque chose de ce type avec la question institutionnelle en Pays Basque. (Il s'est passé aussi un phénomène de ce type avec la lutte du Larzac.). Ce sont les chemins parcourus avec l'association des élus pour le département Pays Basque, l'association pour un nouveau département, les partis politiques porteurs de ce débat, le mouvement Batera, les débats portés au sein du Conseil de développement et du Conseil des élus depuis 20 ans, l'aventure Laborantza Ganbara, les débats au sein du Biltzar des maires, et certainement d'autres initiatives encore, qui ont permis, lentement mais sûrement, de rendre le terrain propice à une vision partagée sur l'évolution de la «gouvernance du Pays Basque». Evidemment, l'arrêt de la violence et la perspective d'un processus de paix que cela devrait permettre, facilite beaucoup la chose. Peut-être que s'il n'y avait pas eu ce nouveau contexte «au Sud», le débat serait encore resté bloqué ici. C'est fort possible; mais ce qui compte et qui est essentiel dans une bataille, c'est qu'au moment où le paysage change en rendant peut-être possible ce qui était impossible jusqu'alors, nous soyons complètement prêts! De la même manière, l'histoire de la suppression des Pays a été un déclic qui a déclenché ce que nous vivons actuellement. Il n'y aurait pas eu ce déclic, il y aurait eu autre chose,



peut-être provoquée par les porteurs de la revendication institutionnelle. De toutes façons, les divers chemins parcourus dont je parlais plus haut, ne pouvaient être des voies sans issue. Il faut du temps pour faire mûrir un dossier; il faut faire plusieurs fois «le tour de la montagne», mais nous n'aurions pas passé tout notre temps à tourner autour de la montagne, sous prétexte qu'on nous interdirait de l'escalader!

Il se passera quelque chose

Pour la suite des événements, j'ai envie de dire que ce sera pareil. Espérant que le Conseil des élus suivra l'avis du Conseil de développement, nous serons devant le nouveau gouvernement issu des prochaines élections: ou bien, il accepte de prendre en considération la revendication de la Collectivité territoriale et, dans le consensus et le pluralisme, nous travaillons à la rendre possible, opérationnelle et utile. Ou bien c'est le refus, avec évidemment d'excellentes raisons! Ce qui sera certain, c'est que selon l'une ou l'autre des options, le rôle des élus locaux, relais du gouvernement en place, aura eu une influence certaine dans la position retenue au sommet.

Mais, même en cas de refus, l'Histoire ne s'arrêtera pas là pour autant! Que se passera-t-il? Je ne le sais pas, mais ce qui est sûr, c'est qu'il se passera quelque chose! Je le répète, un mouvement enraciné si fortement dans le temps et dans la terre de ce pays, ne peut s'arrêter comme ça, en attendant qu'un nouveau cycle et de nouvelles opportunités se représentent, éventuellement, un jour. Et, je reviens au dossier d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, l'histoire que nous avons vécue a eu lieu, parce qu'au moment où les conditions étaient réunies pour passer à une nouvelle phase, le gouvernement n'a pas mesuré l'ampleur et la signification de ce qui se passait là, ou, tout simplement, parce qu'il a décidé de l'ignorer et de le nier. Un autre gouvernement qui aurait eu la même attitude, aurait vécu les mêmes événements. Quand un dossier est mûr, la suite des événements dépend de l'attitude du gouvernement, quel qu'il soit, par rapport à ce dossier.

Ce sera le cas avec le dossier de la Collectivité territoriale Pays Basque. Ce n'est pas du chantage, c'est comme ça que les choses se passent dans les faits.

●●● que Sony annonce la suppression de 10.000 emplois dans ses usines à travers le monde. Les emplois Sony à Bayonne et à Pontonx, il y a belle lurette qu'on n'en voit plus la couleur. Le Medef en a rêvé, Sony l'a fait.

●●● pas tant que ça que le Prix Nobel de littérature allemand Günter Grass (84 ans) publie dans le quotidien *Süddeutsche Zeitung* un poème intitulé «Ce qui doit être dit» défendant l'Iran et fustigeant Israël qui «menace la paix mondiale déjà si fragile». Qu'il était doux le temps où Günter s'engageait dans la 10^e Panzerdivision Frundsberg des Waffen SS!

●●● qu'en 5 ans le nombre des objets déposés en gage au Crédit municipal de Paris aient augmenté de 40%. La politique de Sarko aura même obligé les gens à montrer leurs bijoux de famille.

●●● pas tant que ça que Laurence Parisot, patronne du Medef, tresse une couronne de lauriers à Sarko qui a fait «un boulot extraordinaire en intensité et en quantité». Les intentions de la patronne de l'IFOP ne sont pas insondables.

●●● que des sondages montrent qu'au premier tour de la présidentielle, Marine Le Pen (26%) arriverait en tête chez les jeunes de 18-24 ans, devant Hollande (25%), Sarko (17%), Mélenchon (16%) et Bayrou (11%). Il n'y a pas que les vieux cons qui sont fachos et racistes, il y a aussi les jeunes cons... et, eux, ont tout l'avenir devant eux.



Aberri Eguna 2012

La grande foule à Iruñea dimanche, 500 personnes au meeting de Donazarre la veille, l'Aberri Eguna de cette année s'est déroulée sous le signe du rassemblement de la gauche abertzale. A l'appel du collectif Independentistak, auquel s'étaient joints AB, Aralar, Alternatiba, Batasuna et EA, la journée de dimanche a laissé l'image de l'union et de la dynamique retrouvées de la gauche abertzale.

“Le peuple basque revendique la vraie paix et l'accord politique. Une paix sans vainqueurs et sans vaincus, celle qui ouvre le chemin à l'obtention de tous les droits.”

Aberri Eguna en images

POUR la Gauche abertzale, l'Aberri Eguna de cette année est à marquer d'une pierre blanche. L'union et la dynamique retrouvées après tant d'années de désunion, due à la lutte armée d'ETA, ont généré un sentiment d'espoir. Le slogan «*Aberri eguna mundiala*» choisi par le collectif Independentistak, organisateur de l'Aberri Eguna d'Iruñea, auquel s'étaient joints AB, Alternatiba, Aralar, Batasuna et EA, symbolisait cette volonté d'ouverture vers le reste du monde. Il faisait écho aux Aberri Eguna qui seront célébrés à travers le monde dans les jours prochains (El Salvador, Montevideo, Buenos Aires...). «*Independentzia*» était le cri de ralliement de la gauche abertzale dans la grande manifestation qui a sillonné les rues d'Iruñea dimanche.

L'atmosphère n'était pas moins à l'union la veille à Donazarre. Devant 500 personnes rassemblées au meeting organisé par les cinq partis de la gauche abertzale, les représentants des cinq formations qui ont pris la parole (voir ci-contre) ont étrenné le mot d'ordre «*Euskal Herria nation d'Europe*» qui sera le fil conducteur de la revendication de la gauche abertzale pour les années à venir. S'engager à poursuivre le travail en faveur d'Euskal Herria en prenant en compte la nouvelle situation politique créée par la fin de la lutte armée, ne pas oublier les preso et toutes les victimes du conflit, telle est la feuille de route tracée par Josu Estarrona pour Alternatiba. Dani Maeztu, au nom d'Aralar, a insisté sur le message premier du meeting de Donazarre «*Paix et liberté*»: l'objectif de la souveraineté, et pour y parvenir, la paix par la négociation politique pour résoudre le conflit. A cette fin, Maribi Ugarteburu de Batasuna, a demandé aux Etats français et espagnol de faire preuve de responsabilité et de prendre des mesures immédiates dans le sens de la négociation. Joseba Garay, pour AB, a rappelé le droit d'Euskal Herria à décider de son organisation et de son avenir politique. Enfin, Ikerne Badiola pour EA, a souligné que l'euskara est un élément d'intégration, le fil reliant des réalités diverses à travers les siècles, et qu'il peut aussi jouer le même rôle dans l'avenir.



2012KO APIRILAREN 12AN

GOGOETA, EZTABAIDA ETA FORMAKUNTZA TRESNA

PIERRE GUGUENHEIM, CHARGÉ DE LA CHRONIQUE ÉCONOMIQUE DU JOURNAL DES ALTERNATIFS, ROUGE ET VERT, DE 1990 À 2000

Décroissance : un gros mot ?

Comment ramener l'empreinte écologique de la population terrestre à son niveau supportable



Pierre Gugenheim a tenu la chronique économique du journal des Alternatifs, Rouge et Vert, de 1990 à 2000 et animé un cycle public d'initiation à l'économie sous l'égide d'Attac de 2005 à 2009. Début 2011 il publie le livre "Regard écologique et social sur l'économie" où il montre que la convergence des mouvements sociaux et écologiques est indispensable pour supplanter le système actuel. Voici des extraits de "Décroissance : un gros mot ?" de son cycle de formation à l'économie.

Déjà en 1972 le Club de Rome avait sonné l'alerte avec son rapport «Halte à la croissance». En 2005 le rapport du millénaire des Nations Unies sur les écosystèmes estimait que 60% des écosystèmes du monde étaient déjà dégradés ou utilisés de façon non viable. Le Club de Rome ne tenait compte que de l'épuisement des ressources naturelles. Aujourd'hui se rajoute le réchauffement de la planète.

Diviser par quatre nos émissions de CO2 d'ici 2050 (objectif affirmé par la France) et avoir une croissance de 2% par an semble totalement illusoire.

Osons donc poser quelques questions iconoclastes. La croissance est-elle indispensable ? Y a-t-il une relation entre croissance et bien-être ? Sans croissance, comment résorber le chômage ? Faut-il renoncer au progrès ? (...)

La décroissance n'est pas un objectif. C'est un moyen de ramener l'empreinte écologique de la population terrestre à son niveau supportable. Rappelons que l'empreinte écologique est la surface nécessaire pour satisfaire ce que consomme un individu.

▼
"Deshazkundeak ez du erran nahi garapenik ez dela. Garapen kantitatibo bat, garapen kalitatibo batekin ordezkatzeko dela erran nahi du!"

La terre étant un bien public et sa surface limitée il n'est pas pensable qu'une minorité s'en approprie l'usufruit.

Développement qualitatif

Il est aussi illogique de croire à une décroissance infinie qu'à une croissance infinie. D'autant plus que cette décroissance qui n'affecterait que les plus nantis matériellement ne signifie ni chômage ni diminution du bien-être. Car décroissance ne signifie pas absence de développement, mais remplacement d'un développement quantitatif par un développement qualitatif.

Il y aura donc des productions à décourager et d'autres à encourager. A titre de simples exemples, les sommes englouties dans l'industrie spatiale seraient certainement mieux utilisées dans la création de crèches, de lieux de vie de proximité pour les personnes âgées, dans l'abandon des franchises de soins et autres forfaits hospitaliers, dans la création de logements sociaux et aux normes écologiques, etc. Selon un sondage Ipsos la majorité des Américains estiment que les budgets consacrés à l'éducation et à la santé sont insuffisants.

La science attire de moins en moins les jeunes générations. Mise au service des multinationales elle perd son aura. Selon le physicien et philosophe Etienne Klein il règne une suspicion de collusion permanente entre la science, le pouvoir et la violence. «*A chaque fois, dit-il, qu'une innovation se présente, on commence par dresser la liste de ses risques potentiels*». Il est temps de remettre la science au service du social, de l'écologie et du bien-être individuel.

L'emploi ne sera pas le sacrifié d'une économie tournée vers le social et l'écologique. L'application des règles d'isolation dans le bâtiment générerait la création d'un volant d'emplois annuels de plus de 120.000 postes en France. Aux Etats-Unis des chercheurs ont établi que 100 milliards de dollars investis dans des technologies propres permettraient au bout de deux ans une moindre dépendance énergétique du pays et créeraient 2 millions d'emplois, soit quatre fois plus que si cet argent était investi dans l'industrie pétrolière. En France les créations d'emplois dans les énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque, biomasse) se chiffrent en plusieurs centaines de milliers.

Alors, décroissance : un gros mot ?

Le terme est peut-être discutable dans sa forme (politiquement difficile à assumer) et dans son fond (décroissance de quoi ? pour qui ?) Mais probablement a-t-il le mérite de provoquer un choc psychologique indispensable à une prise de conscience.

La diminution du temps de travail

La diminution du temps de travail est une revendication historique constante du mouvement social, par ailleurs justifiée par les progrès de la technique et de la productivité. Aujourd'hui elle s'impose pour supprimer le chômage.

Les libéraux prétendent que le partage du travail n'est pas possible. Mais il existe déjà. Simplement il se fait entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Il n'y a pas d'autre problème à résoudre que la formation professionnelle. Ce n'est pas hors de portée.

Cette revendication historique du mouvement social est totalement en phase avec la lutte contre le réchauffement de la terre. Augmenter la part du temps libre c'est diminuer celle consacrée à la production et à la consommation. C'est donc diminuer la pollution et l'épuisement des ressources.

La réduction des inégalités

Autre revendication du mouvement social : diminuer les inégalités. Il s'agit là d'ailleurs d'une aspiration largement répandue dans la population comme l'attestent de nombreux sondages. Une telle exigence favorise les objectifs écologiques. La diffusion incessante de produits nouveaux implique une société inégalitaire. Les plus riches s'en approprient dans un but ostentatoire ou de confort. Ces produits se diffusent ensuite dans la population par la vertu du mimétisme et de la publicité. Limiter les inégalités met un frein à l'enflure des biens matériels et bride la surconsommation. Ce qui est confirmé par les statistiques. Les 10% les plus riches sont à l'origine de l'émission de 43% des gaz à effet de serre.

Les terrains communs

La diminution du temps de travail et celle des inégalités constituent donc une base solide pour une convergence politique des mouvements sociaux et écologiques. Les considérer seulement sous l'angle de revendications serait cependant une grave erreur. Car il s'agit surtout d'élaborer un modèle pour une société respectueuse de l'homme et de son environnement.

Une telle perspective implique la nécessité pour les mouvements sociaux et écologiques de se coordonner déjà sur nombre de problèmes politiques.

A titre de simples exemples

✓ Concernant les décisions à caractère écologique, donner la préférence à des mesures législatives ou administratives plutôt que d'utiliser des instruments fiscaux ou monétaires dont les coûts supplémentaires finiront toujours par reposer sur les consommateurs au détriment des couches pauvres.

✓ Refuser d'associer la recherche publique aux intérêts privés des entreprises mais lui fixer des finalités à caractère social et écologique. C'est l'inverse qui est en train d'être mis en place.

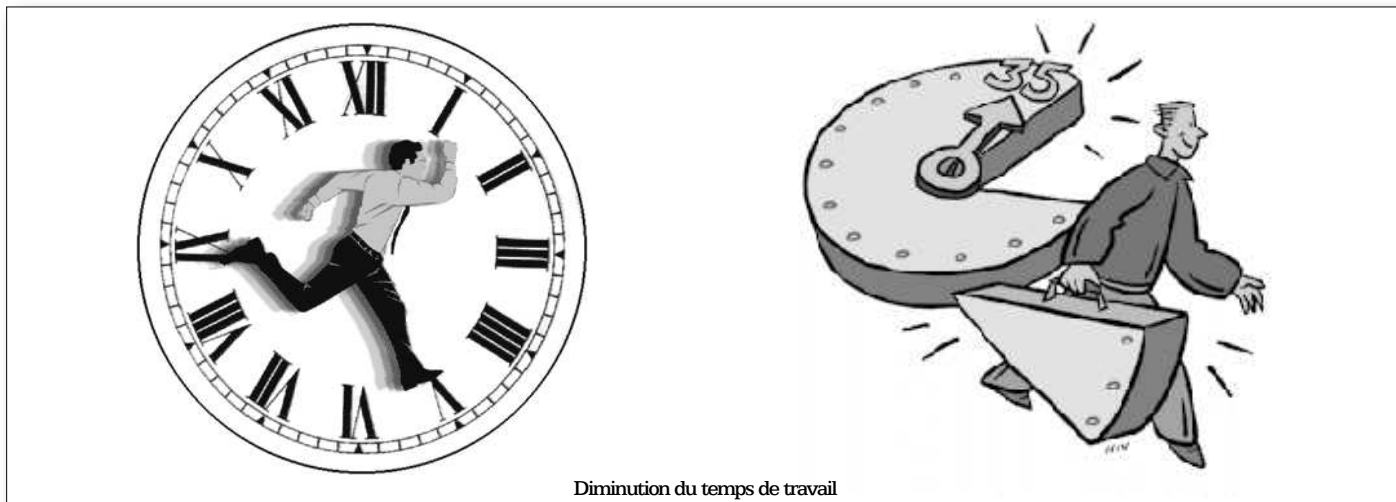
✓ Fournir les biens publics limités et payants (eau, énergie, etc.) à un prix modéré pour les quantités couvrant les besoins de base, et facturer plus cher et de façon progressive les quantités allant au-delà. L'eau pour une piscine privée ne saurait être facturée au même prix que celle indispensable à la vie de tous les jours.

✓ Internaliser les coûts sociaux et écologiques notamment concernant les transports et la grande distribution.

✓ Imposer des normes écologiques pour les bâtiments neufs et des travaux d'isolation des bâtiments anciens générateurs d'emplois non délocalisables.

✓ Développer le secteur associatif porteur d'harmonie individuelle et sociale. C'est l'inverse qui a lieu actuellement avec la baisse, programmée déjà avant la crise, des subventions accordées par l'Etat aux associations. (...)

□



Diminution du temps de travail

Batasunaz

Lucien Etxezaharreta

Aberri Eguna aurten ere batasunaren gogoarekin baina batasunetik bazter egon da, nahiz Iruñakoak bihotzaren altxatzekoa bazuen.

Bestela egiteko, bi estakuru haundien baziren: duela 80 urte lehen Aberri Eguna Bilbon ospatu zela eta bestalde ETArek harma uztea, biltzaile izaiten ahalko baitzen.

Urteak eta urteak dira gauza bera errepikatzen dela, Aberri Eguna euskaldunen pestaburu nazionala dela, alderdi guzien gainera euskaldun nazioari etorkizun bat eman nahi dioten guziena dela.

Egiten delarik azken urte hauetan baizik gertatu karia hortako gatasken bilduma, bada nonbait etsitzekoa, euskaldunen gaitasun eskasa zerbaiten batasunean egiteko...

Errana izan da, eta bota dezagun berriro ere, alderdi politikoek lekua utzi behar luketela beste zerbaiti egun horren antolatzeko.

Lagun argi batek esplikatzen zidan lehen Aberri Eguna EAJk muntatua zuela, eta geroztik beti alderdien zera izan zela.

Ezker abertzalea, bere egiekin da, pentsatuz arrazoi osoak dituela, ulergarri da, nahiz "ezker abertzaleak" erran behar litaiken.

Historian ikusten da nola leninismoaren indarra sartu den hemengo alderdietan: alderdiak klase sozial baten gidari iraultza lortu arte.

Esperientzia aski ilunak sortu dira honen bidegabekeriekin, beti batzuek beren kondu itzuli baitute jendearen aldatze nahikeria.

Gida eta Jainkoak aski izan ditugu bazter guzietan eta federalismoaren aipamen guti gure lurraldean.

Mende berri bat hasi dugu eta ortzemugak ilun dira oraindik.

Frantziako hauteskunderik argiki erakusten dute ere nazio ttipien etorkizunaz kasik denak ontsa futitzen direla.

BIXENTE EYHERABIDE

Donibane Ziburuko Gaztetxeko 2. belaunaldiko kidea



DZG xutik!

Nortasuna duen eta deneri idekia den Gaztetxe baten aldeko kanpaina irabazlea

Donibane Ziburuko Gaztetxeko bigarren belaunaldiko kide bat naiz. Dakidanez, Donibane Lohizune eta Ziburuko gazte talde batek 1991 urtean gaztetxea sortu zuen Akotz auzoko ama eskola ohian. Lehenago, lokalarik gabe egon ziren bizpahiru urtez, ekitaldiak han hemenka antolatuz eta herriko etxeekin negoziatuz egoitza finko bat atxemaiteko.

Denborako motibazioak, gazteentzako biltoki bat hobeki elkar ezagutzeko, kultur gune bat gustokoak zituzten aktibitateak biziarazteko (musika, zirko jokoak, tindura eta arte plastikoak), gazteriaren problematiketaz eztabaidatzeko, eta besta egiteko, ziren, besteak beste!

Nere belaunaldiko gazteak hurbildu zirelarik 90 hamarkadako azken urteetan, gaztetxearen hasierako dinamika ttipitu zen.

Idekiduraren filosofia bermatu

Garaia egokia zen ekipa berri bati lekua uzteko. Lekukoa aski naturaliki pasatu ziguten, gaztetxearen historia kondatzeko denbora hartuz. Hori baino gehiago, ongi ulertu genuen elkarrekin filosofia bat bermatzen zuela: idekidura. Edozein jatorrizko jendea ibiltzen zen Akotzetik, gustatu zaigun holako nahasketa. Deneri idekia den leku bat eta denbora berean antifaxista, feminista, parte hartzailea, euskararen garatzailea, prezio merkeen aldekoa, kalitatezko musika alternatiboen edatzailea eta abar... 20 urtez atek zabalik atxiki ditugu hasierako hildoa segituz.

2010 urtean, hirugarren aldikotz gaztetxearen historia, herriko etxeak adierazi digu kanporatzeko mehatxua: «*etxea zaharkitua da, suntsituko dugu, eraikiko dugu elkarrekin etxe berri bat nun ber eremuko lokale bat ukanen duzuten. Ala da, auzapezak errana!*» Aldi hontan berri, etxearen segurtate eskasa zuten aitzaki gisa. Komite tekniko bat muntatu dugu segurtate normak ikertzeko, diagnostikoak manatzeko, aurrekontuak eskatzeko eta azkenean normak errespetatuak zirela frogatzeko! Ber denboran komunikazio komite bat muntatu da petizione bat zabalduz eta 1000 izenpedura baino gehiago bilduz. Kanpaina horren mementu azkarrena 2011 urteko abenduaren 17an iragan da Donibane Lohizuneko herriko etxean. 6 laguneko delegazio bat hautetsien aintzinean agertu da: gazteena 18 urtekoa, «*zaharrena*» 38 urtekoa, gaztetxearen 20 urteen lekukoak azken finean. Kanpoin, 100 bat lagun bildu ziren, belaunaldi guzietakoak, ozenki aldarrikatzeko «*Suntsipenaren aintzinean, gaztetxea xutik!*».

Hitza hitz?

Auzapezaren ahotik diskurtsoa arrunt aldatu zen urte batez, «*eraikuntzaren suntsipena ez zutela inoiz aipatu ere, uste zutela begi onez ikusiko genuela etxe aldaketa, kontutan hartzen zutela hor egoiteko nahikeria, eta azkenik etxearen berrikuntza lan batzuen aurrekontua ikertuko zutela eta ez balitz soberra pizua, aurtengo buxetan bozkatuko*». Hortan gira gaur egun, erabakia itxoitzen. Ea egiztatuko duten proposatu dugun alternatiba. Bistan dena erne egoiten gira, oso ongi baidakigu politikarien erranetat mesfidatzen.

□



Donibane Ziburuko Gaztetxearena barneko pintada aldarrikatzaileak (lehen garaiekoak)

Inventer une politique d'hospitalité

La Cimade est une association de solidarité active avec les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés. Elle accompagne chaque année près de 100 000 personnes dans leurs démarches juridiques. Active dans plus de 70 villes en France, elle s'occupe de deux centres d'hébergement, propose 136 permanences juridiques et est présente dans 11 centres de rétention et dans 75 établissements pénitentiaires. Enfin, elle travaille aussi avec ses partenaires à l'international.

Fort de cette expérience de terrain, La Cimade a développé une expertise juridique unique sur les politiques migratoires française et européenne. Régulièrement, elle publie d'ailleurs des rapports d'observation mêlant analyse des politiques publiques et observations de terrain.

Ne se contentant pas de dénoncer et de critiquer les politiques migratoires mises en œuvre, La Cimade a toujours accompagné ces rapports d'observation de propositions concrètes visant à améliorer les politiques en place et à définir de nouvelles perspectives pour des politiques plus justes et plus respectueuses des droits des migrants.

C'est dans cette même logique que La Cimade propose aujourd'hui un corpus de propositions pour «inventer une politique d'hospitalité». Fondées sur les constats d'échec de la politique migratoire actuelle, ces propositions naissent aussi d'un certain nombre de principes et de valeurs qui lui paraissent essentiels pour dessiner une nouvelle politique d'hospitalité.

Dans un contexte où la question de l'immigration est constamment instrumentalisée à des fins politiques, il lui paraît urgent de sortir d'une simple position critique souvent qualifiée d'utopiste pour entrer véritablement dans la bataille des propositions.

Les propositions publiées sous le titre «*Inventer une politique d'hospitalité*» sont le fruit de nombreuses discussions organisées avec les 2 500 militants de La Cimade pendant près d'un an. Les débats furent vifs et passionnés mais plutôt que de faire de ce texte un tiède compromis contentant chacun, elle a décidé d'assumer clairement une démarche en tension dynamique entre l'utopie et la réforme.

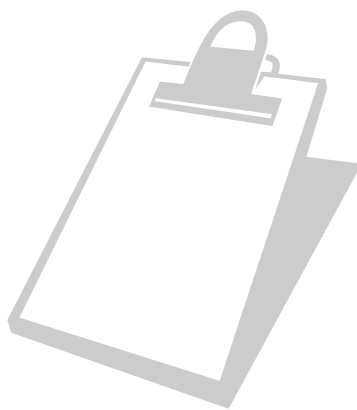
Ce texte propose ainsi de tendre vers *un droit universel à la liberté de circulation et d'installation tout en prenant en compte la nécessité de procéder par étapes*. Il a été adopté lors de l'Assemblée générale de La Cimade le 18 juin 2011.

www.lacimade.org/uploads/BROCHURE_PROPOSITIONS-DEF.pdf

(Propositions leviers illustrant la possibilité pour un gouvernement, décidé, de transformer immédiatement et profondément sa politique migratoire : 1 - Pour un droit à la mobilité pour tous / 2- Pour un devoir de protection des demandeurs d'asile / 3 - Pour un principe et des pratiques d'hospitalité / 4 - Contre la politique d'enfermement et d'éloignement forcé / 5 - Pour construire un vivre ensemble entre citoyens)



Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Samedi 21 avril
Le GAL dans le Petit Bayonne 1983-1986

18H00, Vernissage :
expo photo
Daniel Velez sur le GAL

19H00, Projection :
"Gal : des tueurs d'Etat ?"
de Canal +

20H00, Témoignages :
Précisions sur l'enquête de Spécial Investigation
en présence d'un des deux réalisateurs du reportage : Bruno Fay

Le GAL au petit Bayonne, avec :
Dominika Daguerre, Jakes Borthayrou, Txetx Etcheverry et
d'autres témoins de l'époque

SANKARA
<http://sankaraostatua.comlu.com/>

DEGAGE SARKOZY !
Milesker Baiona !

→ rendez-vous tous les samedis d'avril de 11H00 à 12H30 au marché des Halles

→ prenez des tracts (au 20, rue des cordeliers dans le Petit Bayonne, tel : 05 59 25 65 52) pour en distribuer autour de vous, dans votre quartier, votre entreprise, dans les fêtes, concerts, commerces et locaux

→ mardi 1er mai à 11H00 à Bayonne, manif festive et revendicative "Dégage Sarkozy Milesker Baiona !" : rendez-vous au bout du Pont Saint-Esprit, côté gare, venez tous et toutes avec vos instruments, percus, projets artistiques, déguisements, panneaux revendicatifs, keffieh, ikurriña, drapeaux verts, rouges, mauves, noirs, multicolores !

→ dimanche 6 mai, pot de départ de Nicolas Sarkozy dans le Petit Bayonne : rendez-vous dès 18H00 au local de Bizi (20-22, rue des Cordeliers) puis suivi collectif des résultats dans plusieurs endroits du quartier et potéo en musique pour fêter le départ de Sarko et la victoire de Bayonne !

Suivez la campagne sur : www.bizimugi.eu



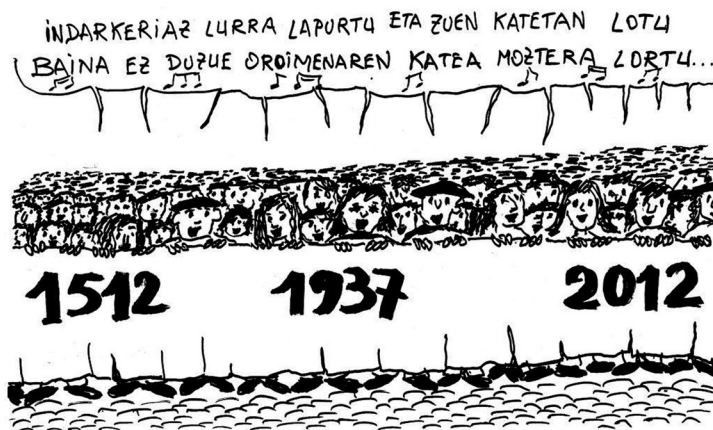
Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Paix et liberté

Prise de parole du meeting de Donazaharre organisé par les cinq partis de la gauche abertzale —AB, Alternatiba, Aralar, Batasuna et EA— la veille de l'Aberri Eguna d'Iruñea.



C'EST dans un contexte bien particulier que nous célébrons l'Aberri Eguna de 2012. En effet, nous commémorons le 500^e anniversaire de la "Conquête" de la Navarre en 1512. Cette Navarre qui, à travers l'histoire, est le symbole de l'unité du Pays Basque et de sa souveraineté. A l'occasion de la célébration de cet Aberri Eguna, nous voulons indiquer au monde entier que les Basques sommes toujours debout, prêts à faire le chemin nécessaire pour obtenir notre indépendance. De même, nous célébrons cette année le 75^e anniversaire du bombardement de Gernika dont les forces fascistes voulaient détruire le symbole de liberté qu'elle représente pour les Basques. Mais les attaques et les souffrances n'ont fait qu'accroître les énergies de notre peuple et sa soif de liberté et, 75 ans après, le peuple basque est bien vivant.

L'Aberri Eguna de 2012 a une signification particulière et importante, celle d'être précisément l'Aberri Eguna célébré au moment où un pas important est accompli en direction de la paix. La déclaration de paix d'ETA, en réponse à la Conférence de Paix de Aiete, comme au premier point de l'Accord de Gernika, a procuré à la société basque l'espoir et les bases pour aller à une nouvelle situation. Bien que demeurent encore de nombreux pas importants à faire, nous ne pouvons rester sans évoquer les accords et les actions entrepris vis-à-vis des victimes et des prisonniers, même s'ils sont unilatéraux. Il y a un grand cri d'alarme aujourd'hui en Pays Basque pour dire que ce peuple a besoin du droit à décider et qu'on ne peut oublier les revendications des prisonniers basques, ni celles de toutes les victimes comme celles consistant à aller à une entente sociale.

De même qu'on ne peut oublier l'appel des habitants du Pays Basque au milieu de cette grave crise systémique, afin que comme peuple et comme société unie, nous puissions aller concrètement à la construction nationale et au changement social. Nous revendiquons les mêmes droits que les autres nations d'Europe et du monde. Ni plus ni moins!

Nous sommes donc plongés dans un contexte politique plein de symboles et de choix. Aussi en cet Aberri Eguna 2012, les cinq partis politiques présents ici, revendiquons un nouveau temps pour le Pays Basque, celui précisément qui apportera paix et liberté.

Aussi, sur cette trajectoire, nous faisons les revendications suivantes:

Nous réaffirmons que nous avons pour but le peuple basque qui a le ferme projet d'être nation d'Europe.

Voici 500 ans, on retira par la force son indépendance au Royaume de Navarre. Nous, Basques, aujourd'hui encore, au nom de notre souveraineté politique, revendiquons notre indépendance.

Nous revendiquons que le Pays Basque soit une nation souveraine en Europe. La feuille de route de tout abertzale doit consister à œuvrer et à avancer sur le chemin de l'indépendance, sans aucune marginalisation. Le peuple basque revendique la vraie paix et l'accord politique. Une paix sans vainqueurs et sans vaincus, celle qui ouvre le chemin à l'obtention de tous les droits. Le droit de décider, les droits humains et les droits civils et politiques.

Le peuple basque a le droit de décider de son organisation et de son avenir dans la paix. Et c'est la main tendue que nous revendiquons ce droit en cet Aberri Eguna 2012. Nous revendiquons le dialogue politique. Un dialogue politique attaché inmanquablement au respect de la diversité et de la démocratie.

Aujourd'hui, pour marquer ce dialogue politique, il est absolument nécessaire de légaliser tous les partis et de dresser une table des partis, pour assurer, entre autres, l'égalité entre tous les partis et parce que, précisément, tous les partis ne sont pas présents dans les institutions basques. Dans ce sens, nous invitons tous les acteurs politiques, sans exception, à s'impliquer, sans exclusives, dans un processus de dialogue. De même, en cet Aberri Eguna, nous nous adressons à Madrid et à Paris. Il est temps de bouger et que face au nouveau cycle qui s'ouvre, ils prennent eux aussi, avec toute l'attention nécessaire, leurs responsabilités. Nous tenons aussi à remercier tous les soutiens et aides divers qui nous parviennent de l'international pour qu'aboutisse le processus de paix engagé. Dans ce sens, nous prenons acte des responsabilités qu'assument les institutions européennes vis à vis de la paix et de la normalisation politique et leur lançons un appel pour qu'ils soient actifs dans le processus que nous vivons.

Construction du Pays Basque

Aujourd'hui la réalité du Pays Basque c'est d'être divisé entre deux Etats, réalité chargée d'oppression de divers côtés. A ce pro-

pos, comment ne pas évoquer, aujourd'hui, la négation que subit le Pays Basque Nord de la part de l'Etat français? De même la situation que connaît la partie basque qui se trouve dans l'Etat espagnol avec cette division en deux espaces juridiques différents. Nous prenons l'engagement d'activer en faveur du Pays Basque toutes les forces abertzale et de gauche, en passant par dessus toutes les oppressions et négations. C'est-à-dire pour concrétiser pas à pas notre projet stratégique du Zazpiak Bat.

Le Pays Basque revendique en cet Aberri Eguna 2012 la solidarité entre les sociétés et nations. S'il est toujours vrai que la libération nationale nécessite la libération sociale, nous nous en tenons plus que jamais à cette vérité dans la dure crise actuelle.

Le Pays Basque a droit à décider de son organisation et de son avenir politique. Il a droit à obtenir sa souveraineté politique et sociale. Nous revendiquons aussi ces droits en cet Aberri Eguna 2012.

Aussi, le slogan qu'ensemble et durant tant d'années nous avons défendu "Toutes les personnes, toutes les idées et tous les projets" doit avoir une suite et aussi un écho social dans cette crise dure et injuste. Nous voulons pousser à défendre non seulement la solidarité sociale pour le respect des personnes mais aussi pousser en avant les politiques sociales.

L'euskara est le principal pilier caractéristique de notre peuple, au moment où nous revendiquons pour lui le statut de nation. Au moment où nous rappelons le 500^e anniversaire de la «*lingua navarrorum*», nous disons que l'euskara doit être langue officielle dans l'ensemble du Pays Basque. Et si nous faisons cette revendication c'est que nous sommes pour la diversité et que le Pays Basque est diversité et qu'il en a même besoin.

De plus, nous pensons que l'euskara est un élément d'intégration, vu qu'il a été à travers les siècles le fil reliant des réalités diverses et qu'il peut aussi jouer le même rôle dans l'avenir. En ce 21^e siècle, en tant qu'abertzale, nous pensons que la lutte en faveur de l'euskara, notre langue nationale, est des plus importantes.

Ainsi, à l'occasion de cet Aberri Eguna 2012 chargé de tant de sens, les représentants des cinq partis ici présents prenons l'engagement de poursuivre dans la défense de notre peuple et de sa construction nationale et sociale.



Aralar en crise

Les trois-quarts de ses députés au parlement de Gasteiz votent un texte rejeté par la direction du parti. La rupture avec les grands élus semble consommée. Elle plonge ses racines dans des débats qui agitent Aralar depuis plus d'un an et engagent son avenir politique

LES quatre députés d'Aralar au parlement autonome basque cherchent depuis des semaines à faire approuver un texte qui a pour objet de réunir autour d'une même table les différents partis politiques désireux «de débattre et de se mettre d'accord sur des solutions à apporter aux conséquences de la violence et à travailler pour instaurer et diffuser dans le pays, une culture de la paix». La version finale de ce projet a été adoptée après moult débats le 30 mars, avec trois voix d'Aralar, plus celles du PNV, d'Ezker Anitza, du PP, du PSOE. Seuls un élu d'Aralar, le député d'EA et celui d'UPyD ont voté contre, pour des raisons diamétralement opposées. L'UPyD qui est une petite formation de gauche ultra-centraliste, par anti-abertzalisme: «*Cette commission ne parlera que de ce qui intéresse Batasuna...*» Quant à EA, il a suivi la logique d'alliance électorale avec l'ex-Batasuna. Le grand débat qui agite Aralar et le parlement lui-même, porte sur le contenu du projet et la présence ou non de la gauche abertzale dans les travaux de cette nouvelle commission de travail. Dans sa version définitive, le texte ne fait plus figurer que les travaux auront lieu «*sans exclusion*» qui que ce soit. Mais du fait de son interdiction, Batasuna n'en fait pas partie aujourd'hui, avec le même statut que ses homologues et de manière permanente. La porte-parole d'Aralar Aintzane Ezenarro et les deux autres députés du même bord ont cru

trouver un compromis avec la possibilité prévue dans le règlement du parlement d'inviter aux travaux de commissions des représentants institutionnels. Le député général du Gipuzkoa, membre éminent de la gauche abertzale, pourrait donc y participer.

A égalité

Mais réunir une commission chargée de plancher sur un tel thème, en l'absence de représentants officiels d'une gauche abertzale toujours interdite et ne pouvant participer à égalité avec les autres partis, est inacceptable aux yeux du principal concerné, Batasuna, qui a opposé son veto. EA et Aralar, partenaires de la gauche abertzale — dans Bildu et Amaiur avec le succès que l'on sait — ont donc demandé à leurs élus de s'opposer à cette commission. Malgré les mise en garde préalables, trois députés Aralar sur quatre ont persisté à vouloir l'approuver, dans la mesure où elle représente une avancée, un début de déblocage face à une situation figée depuis des décennies. Pour Patxi Zabaleta, les trois députés dissidents se sont donc «*auto-exclus*». La rupture est consommée et Aralar leur demande de démissionner de leurs mandats pour les mettre à la disposition de leur parti. Aintzane Ezenarro et ses amis refusent.

Cette situation fait les choux gras des espagnolistes qui voient le camp de la gauche abertzale se diviser, s'affaiblir sur la création

“Une partie d'Aralar craint le rouleau compresseur de Batasuna et de perdre sa marge de manœuvre ou son âme dans une alliance, avec à la clé un enjeu politique considérable: le retour au pouvoir des abertzale au gouvernement de Gasteiz.”

d'une commission aux pouvoirs réels assez dérisoires. L'essentiel n'est même pas entre les mains de ce parlement, mais bien dans celles du pouvoir central.

Ce dernier épisode plonge ses racines dans une crise qui traverse Aralar depuis pas mal de temps. Elle porte sur le devenir même de cette formation qui redoute de se faire avaler par Batasuna. En Navarre, province où l'abertzalisme n'a pas le poids dont il dispose plus à l'ouest, la logique de la coalition Amaiur a fait exploser Nafarroa bai dont Aralar était la cheville ouvrière. Cette affaire a laissé des traces. La question des alliances se pose pour les élections régionales qui auront lieu l'an prochain dans la Communauté autonome. On ne sait toujours pas si d'ici là, Sortu, le futur parti de la gauche abertzale, aura été légalisé par l'Espagne. Une partie d'Aralar craint le rouleau compresseur de Batasuna et de perdre sa marge de manœuvre ou son âme dans une alliance, avec à la clé un enjeu politique considérable, le retour au pouvoir des abertzale au gouvernement de Gasteiz, dont le Lehendakari ne sera pas forcément PNV.

Nous connaissons bien en Iparralde les velléités hégémoniques des partis du Sud. Entre cohérence idéologique ou stratégique, gestion d'un abertzalisme pluriel et efficacité tenant compte du poids réel des forces en présence sur chaque territoire, le débat est loin d'être clos.

Eskerrak

JOAN den larunbatean, martxoaren 31n, Iparraldean euskararen alde sekulan egin den elkarretaratzetik handiena iragan da Deiar dar manifestaldia kari. Izan ere, 7.000 euskaltzalek bete dituzte Baionako karrikak. Agiri honen bidez, Euskal Konfederazioa eta Kontseilua elkarteek, manifestaldiaren antolatzaileek, euskal herritarrak zoriondu nahi dituzte eta manifestaldia sustengatu eta babesa eman dioten Euskal Kulturaren Sustengurako Herriarteko Sindikatua, Auzapezen Biltzarra, Batera plataforma, alderdi politikoak, politikariak, sindikatuak, elkarteak... eskertu nahi dituzte ere. Eta eguna arrakastatsua izan bada, dudarik gabe Deiar dar kanpaina osoan eta manifestaldi egunean lagundu duten bolondres guzietan esker izan da. Hauei ere milesker handi bat. Bestalde, ez dezagun ahantz joan den larunbateko manifestaldia euskararen berreskura-

pen osorako bidean beste urrats bat besterik ez dela izan. Horrela, manifestaldian parte hartu duten guziak (politikariak, herritarrak...) gomitatzen ditugu euskara ikastera, transmititzera eta erabiltzera, euskararen alde lan egitera bakoitzak bere mailan.

Bukatzeko, oroitarazi nahi dugu Baionako manifestaldiaz gain beste herrietan ere mobilizazioak izan direla (Tolosa, Kemper, Perpinyà, Aiacciu, Strassburg, Poitiers, Lille, Metz eta Annecy herrietan), 60.000 bat jende bilduz. Hexagono mailako mobilizazio horrek Pariseko legegileen gain eragina izan behar du: Parisetik ezin ditu gehiago gure hizkuntzak mesprextatu. Zentzu horretan, beste herrialdeekin batera, Pariseri begira eragite lana egiten segituko dugu euskara bezalako hizkuntzei zor zaien lege koadroa ukan arte.

**Euskal Konfederazioa
Kontseilua**





Collectivité territoriale Présidentielles

LE Conseil de direction du Conseil de développement, réuni le 5 avril, a adopté un avis sur la gouvernance du Pays Basque Nord. L'instance de direction du Conseil qui regroupe les acteurs socio-économiques d'Iparralde a validé un document de synthèse préconisant de "franchir un cap dans le mode d'organisation du territoire", d'"évoluer vers une collectivité territoriale à statut particulier", de "renforcer la place et le rôle du Conseil de développement dans la future gouvernance" et d'"engager dès à présent le travail sur le contenu à donner à la fois à une collectivité territoriale et au projet de territoire".

Auparavant, le jeudi 8 mars 2012, l'Assemblée plénière du Conseil d'administration du Conseil des élus et du Conseil de direction du Conseil de développement avait examiné le diagnostic réalisé sur «l'évolution de la gouvernance du Pays Basque». Lors de cette assemblée plénière, les deux juristes de l'UPPA qui accompagnent cette réflexion (Jean Gourdou et Jean-Pierre Massias) avaient présenté les conclusions de leurs travaux: une analyse juridique des missions d'action publique pouvant être portées demain à l'échelle du Pays Basque (à partir des propositions des groupes de travail du CDPB-CEPB), une analyse des arguments développés par les différentes sensibilités politiques et socio-professionnelles du territoire et des hypothèses d'évolution de l'organisation et de la gouvernance du Pays Basque. Avec, pour la première fois, une référence explicite à la création d'une collectivité territoriale spécifique.

C'est donc cette dernière orientation que le Conseil de direction du Conseil de développement a fait sienne jeudi dernier à une large majorité. Seule la Chambre d'agriculture s'est prononcée contre. Un certain nombre d'acteurs n'a pas participé au vote: les représentants de collectivités locales directement concernées par une éventuelle évolution de la gouvernance (Conseil général, maires, Acba), et des personnes ne pouvant s'exprimer au titre de leur structure d'appartenance. Ainsi les délégués de l'hôpital de Bayonne, de la CCI ou de l'IUT, entités a priori plutôt favorables à une évolution institutionnelle allant dans le sens proposé, ne se sont pas prononcés.

La balle est désormais dans le camp du Conseil des élus. Il se réunira en conseil d'administration le 27 avril et en assemblée plénière le 11 mai afin de définir les groupes de travail pour l'exploration de l'option adoptée par le Conseil de développement.

Dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle (1^{er} tour 22 avril), Enbata a interpellé, avec le même questionnement, les familles politiques représentatives en Iparralde ayant un candidat.

Nous avons publié les réponses de Michel Veunac pour le Modem, Monique de Marco pour Europe Ecologie-Les Verts, Max Brisson pour l'UMP et Chantal Renou pour le Front National.

Nous avons également sollicité le point de vue de la sénatrice des PA Frédérique Espagnac pour le Parti socialiste et de Gérard Boulanger et Alain Bousquet, élus au Conseil régional, pour le Front de Gauche. Malgré de multiples relances, nous n'avons pas obtenu de réponse de ces trois élus.

Courrier

DANS votre article publié dans *Enbata* numéro 2222 du 29 mars sous le titre «EH Bai: Les candidats désignés» l'énoncé suivant «on sait que Bata-suna revendiquait le Pays Basque intérieur» appelle quelques précisions concernant la procédure de désignation des candidats.

En premier lieu, les réunions d'EH Bai de la 4^{ème} circonscription sont ouvertes à tous les militants soucieux de participer à la campagne électorale de la gauche abertzale. Au cours de trois réunions espacées d'une semaine, une liste d'une vingtaine de personnes susceptibles de représenter la coalition a été établie sans aucune condition d'appartenance à tel ou tel parti ou mouvement politique. Le seul point de référence étant l'adhésion aux objectifs de EH Bai. L'ensemble de ces personnes a été rencontré individuellement. La quatrième ré-

union de la circonscription s'est concrétisée par un vote des vingt cinq présents. C'est ainsi qu'ont été choisis Anita Lopepe et Xabi Duhalde pour représenter EH Bai lors des élections législatives de juin prochain. Dans la coalition EH Bai, les jeux ne sont pas faits d'avance.

Nous réaffirmons notre volonté de travailler ensemble dans le sens des intérêts des abertzale de gauche. Que ceux qui en doutent nous rejoignent! Nous partagerons le travail, un verre de cidre et un carré de chocolat.

Le groupe EH Bai de la IV^e circonscription

Nous prenons bien volontiers acte de ces précisions.

La rédaction d'Enbata

Les trois candidats abertzale pour les législatives



Anita Lopepe

Laurence Hardouin

Peio Etohevery-Alchart

preso

● **Nouveau MAE.** La justice espagnole a réactivé en mars un Mandat d'arrêt européen (MAE) contre le militant Ibai Peña-Balanza-

tegi. La Cour d'appel de Pau a examiné le 3 avril le MAE, dont le parquet général a réclamé l'exécution.



Aljeria askatuta

● Jean-Louis Davant

GURI Aljeriako gerla ofizialki bukatu zitzaigun duela mende erdia, 1962ko martxoaren 19an. Hangoentzat ordea, ez zen horretan gelditu. OASak ekainaren 17raino iraun zuen gudukan. Gero harkien aurkako masakreek uda bete zuten. Irailean bi alderitako aljeriar gudariak elkarren artean gudukan ari izan ziren, botereaz jabetzeko: Ben Bella buruzagi autoproklamatu GPR delako aljeriar Gobernuaren aurka, eta Ben Bella nagusitu zen gerla jasan zuten barneko makien aurka, kanpoko armada horradino pasiboari esker, zain egona zen Boumediene kolonel azeria buru. Beraz gerla horrek orokorki zortzi urtez iraun zuen, hilabete bat (1962ko urria) eskas. Zer ekarri du? Gauza baikor bat, beharbada bakarra: aljeriar bati, bere lurtean, inork ezin diola eran, aitzinetik bezala, «*bougroul, melon, crouille, tronc de figuier*», eta abar... Horretarako gerla bat behar zena? Hain bortitza, hain luzea? Gerla, maluruski, nekez baztertu zaitezkeen, oin-beltzek eta Frantziak ez baitzuten deusik entzun nahi aljeriarren eskakizun eta proposamenetarik: ez Ferhat Abbas erreformazaleak bezala frantziar berdintasuna bilatzen zutelarik, ez eta Messali Hadj abertzaleak bezala autonomia galdatzen zutelarik independentziarako bidean.

Haatik zazpi urte eta erdiko masakreak behar zirena, gero negoziatzeko? Bukarako lan hori ezin zena hastetik egin, edo handik hein bat laster bederen? Uste dut

bigarren hori den gutienetik ahal zela: horretarako padara bat hauta gertatu zen 1956ko lehen hilabeteetan. Frantziar deputatugorako bozen ondorioz, ezkerreko «*Front républicain*» eskualdea gobernura hupatu zen bakea hitzemanetz, Guy Mollet sozialisten burua gidari. Baina laster, oin-beltzek Mollet beren alde itzulera zuten Aljerera egin zuen lehenbiziko bisitaren kariara: bere hitza janez, gerla gogortu zuen, eta legezko soldaduzka egin behar zuen «*contingent*» delakoa harat igorri.

Bi milioi gazte han izan ginen, ofizialki «*ordenaren zaintzen*», haatik egiaz gerla zikin batera botaiak inozo. Han zerbitzu berezien eta kolonel ñapurren meneko lan tzarra egin behar zen itsura, xahar, emazte, haurren artean... Hainbeste «*bavures*», hainbeste «*corvées de bois*», hainbeste tortura! Milaka eta milaka! Aljeriar gudariak are bortitza, bereziki herritarren aurka. Bi armaden artean jendea ikaran bizi zen, gauaz «*felaga*» haien izuan, egunaz gure beldurrez. Felagen basakeriek eta gure astokeriek, denbora joan ahala, jende gaixo hori FLNeko abertzaletasunera konbertitu zuten, Messali Hadjen bide zuhurragoa bazter utziz.

Ondorioak beti hor daude. Frantziak gerla horren historia ez du oraino irentsia. Hango egonaldiak ene belaunaldia gisa batez izozturik utzi du, Euskal Herriaren bederen, bizi publikotik ezabatu bezala, gerlari ohien erlijiora bildu. Hegoaldeko

“ Bil milioi gazte han izan ginen... gerla zikin batera botaiak inozo.”

batzuek uste dute hemen euskal abertzaletasuna piztu zuela. Alderantzizkoa da gertatu, oso guti gara urrats hori egin dugunak, gure lagunak gerlari ohi zaharren biderat itzuli dira nagusiki. Han armadako buruzagien aurka zaukaten errabiatik urrunduz, han bizirikoa beretu dute, munduko bi gerla handietakoek bezala, gerla militarki irabazi dugulakoan. Eta egia da aljeriarren garaipena politikoa izan dela, ez militarra. Bainan ez ote du politikak legea egin behar, ez ordea armen indarrak? «*Arma cedant togae*» zioten erromatar zuhurrek. Nolaz ez ikus han ez zela Frantzia? Batzuek ikusi dugu, bertzeek iduriz ezin, eta zenbait oraino horretan daude.

Gerla horren gehiegizko luzerak eta bortitzak aljeriarren etorkizuna ere zauritu zutela uste dut. Hortik sorturiko agintea militarra egon da, bortizkeriak markatua. Iraultzak bizkarra eman dio 1956an Souman ibarreko Biltzar famatuak ireki zion isuri demokratikoari. Ondorioz aljeriar jeneralei beren ber gisako etsai gogorrak agertu zaizkie denborarekin...

Eta guk, denbora gehiegi galdu genuen han. Inori ez digu deus onik ekarri, alderantziz. Zoriontsu halere osorik itzuli garenok, are gehiago inoren odolik isuri gabe gertatu zaigularik. Zori hori ukan nuen. Beraz Aljeria maite dut, eta musulmanen beldurrik ez dut. Baina hogeita zazpi hilabete behar nituena horretarako? Denbora gehiegi hor ere, fiteago ikasiko nuen.

Notre couverture: Prise de parole au meeting de Donazaharre la veille de l'Aberri Eguna.

Sur votre agenda

Apirila:

- **Vendredi 13, 18h30, BIDARTE** (Family Cinéma). «*Les femmes dans la société basque*», conférence de Marie-Kita Tambourin.
- **Samedi 14, 10h, ANGELU** (Salle des fêtes de la mairie). Assemblée générale de l'association Uda Leku.
- **Samedi 14, 10h30, DONAPALEU** (Mediateka). Daniel Landart eta bi antzerkilari, «*Ahularen indarra*» liburua ezagutarazteko.
- **Mardi 17, 19h, BAIONA** (Tribunal). Rassemblement en soutien à Ion Parot, prisonnier politique depuis 22 ans.
- **Samedi 21, 9h-18h, ZIBURU** (Collège ikastola Piarres Larzabal). Vide grenier au profit de l'ikastola.

Baigorriko Kulturaldia

Apirilaren 13-tik 29-rat



- **13an:** Presoen gaualdia.
- **15ean:** Alurr dantza taldearen ikusgarria.
- **21-22an:** Nafarroan biziren ateraldia Etxarri Aranatzen.
- **25ean:** Haurren eguna.
- **28an:** «*Lekeitiotik Baigorriat*» musikal-dia.
- **29an:** Nafarroaren Eguna.

Présentation des résultats de l'enquête réalisé

par le mouvement abertzale de gauche

Date et lieux des réunions

2012/04/19 an Ortzeguna
Jeudi 19 avril 2012
19'30etan HENDAIA-HENDAYE
Salle Autoport gelan

2012/04/20 an Ortzirala
Vendredi 20 avril 2012
20'00 etan KANBON-CAMBO
Salle Zabalki gelan

2012/04/21 an larunbata
Samedi 21 avril 2012
10'00etan ANGELUN-ANGLET
Salle pour Tous-Denen etxea gelan

2012/04/21 an larunbata
Samedi 21 avril 2012
14'00etan IZURAN-OSTABAT
Salle Haize Berri gelan

Abertzale ezkeriar militante guzieren idekia-Ouvert à tous/toutes les militants abertzale de gauche

Sommaire

- CAHIER N°1 ENBATA
Aberri Eguna 2012 4 et 9
- Aralar en crise 10
- CAHIER N°2 «ALDA» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190